



Aspects économiques *du secteur alimentaire informel*



Ils peuvent aussi être monopolisés par certains acteurs, entraînant une exploitation des producteurs, des vendeurs et des prix élevés pour les consommateurs. Au Ghana, par exemple, les producteurs sont obligés de vendre par le biais des « reines du marché » qui tirent avantage du manque de transparence des prix et qui ne paient pas toujours les producteurs équitablement (De Lardemelle, 1995). Malgré ces problèmes, cependant, les marchés publics constituent la partie centrale du SAI et un domaine dans lequel les politiques et la planification urbaines peuvent être efficaces. La coopération des autorités avec les associations de vendeurs de rue pourrait être tout particulièrement efficace pour lutter contre leurs problèmes.

La petite restauration à domicile

Les petits restaurateurs à domicile sont des personnes qui préparent des aliments et qui procurent au consommateur un produit fini. Dans de nombreuses villes, ils vendent des repas confectionnés en boîte aux personnes qui travaillent dans les bureaux. Les petits restaurants sont souvent non déclarés aux autorités locales et ne paient pas de taxe. Dans de nombreux cas, les restaurants qui appartiennent officiellement au secteur formel associé à la fois un comportement économique formel et informel en ne déclarant pas leurs ventes et/ou en cachant leurs activités informelles. Ces acteurs du secteur informel attirent moins l'attention des chercheurs et des décideurs politiques en comparaison avec les vendeurs sur les marchés et dans la rue.

Tableau 3 ~ Contribution de la production agricole urbaine à la création d'emplois et de revenus dans les villes et bénéfices tirés des ventes d'aliments dans différentes villes et pays, durant les années 90

Ville, année	Producteurs (auto-production)	Bénéfices économiques (revenus, gains)
Accra, Ghana, 1997	13,6% de ménages dans 16 zones urbaines; 700 producteurs employés dans la commercialisation	Revenus de 20-100 \$EU/mois (saisonnier)
Addis-Abeba, Ethiopie, 1999	5 167 unités laitières	76% des villes secondaires et 54% des unités laitières du centre d'Addis-Abeba tenues par des femmes
Caire, Egypte, 1995	16% des ménages (élevage); 59% de ceux qui sont pauvres	Les biens en bétail dépassent 2 à 3 fois le revenu mensuel par personne
Calcutta, Inde, 2000	17 000 emplois dans les pêcheries des zones humides	
Dar es Salam, République Unie de Tanzanie, 1997	15-20% de jardin potager familial (deux zones) (production à plein temps)	30% de salaires moyens 35 000 ménages dépendent de la production de fruits/légumes pour leurs revenus
Djakarta, Indonésie, 1999	100 234 producteurs et travailleurs.	Salaires plus élevés que pour les travailleurs sans formation dans la construction
Mexico City, Mexique, 1990-1996	1,3-19% de la population active économiquement dans certaines délégations.	10-40% des revenus (porc) plus de 100% des revenus (lait), 10-30% des revenus (maïs); 80% des revenus (légumes); 80% + revenus (décoratif); 100% des revenus (figuier de barbarie, thon)
Shangai, Chine	27 millions de fermiers (31,8% de travailleurs); 13 400 travailleurs	2% du PIB de la ville; 28% des ménages ont des revenus

Source: Mougeot, 2005: 9



L'agriculture urbaine

Dans de nombreux pays, l'agriculture urbaine et péri-urbaine (incluant la production animale) est très répandue à la fois pour la survie et à des fins commerciales (FAO, 2005; Mougeot, 2005) (Tableau 3). Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (NU-HABITAT), la FAO et le Centre de recherche pour le développement international du Canada (CRDI) et d'autres organisations internationales ont reconnu son importance dans la création d'emplois et d'approvisionnement alimentaire aux habitants des villes (PNUD, 1996; FAO, 2005). Les autorités locales et les décideurs politiques, toutefois, sous-évaluent ce secteur ou le considèrent comme illégal. Lorsqu'une ville s'agrandit, la pression interne expulse aussi les agriculteurs urbains de leurs terres. Les agriculteurs qui cultivent la terre en ville doivent faire face à des difficultés qui comprennent entre autres les problèmes de sécurité du foncier, le manque de recours en cas de vol et la réduction drastique des cultures et aucun accès aux services de vulgarisation. Lorsque le secteur informel est illégal, les agriculteurs urbains ont du mal à avoir accès à l'eau potable, ce qui a des implications en matière de santé publique puisque cela peut contaminer les produits alimentaires distribués sur les marchés destinés aux consommateurs.

La Havane, Cuba

Étude de cas

Le mouvement en faveur de l'agriculture urbaine a émergé à Cuba en 1993 dans le but de réduire la crise économique du pays à la suite de la perte de l'aide soviétique mais sans abandonner les avancées de la révolution sociale de 1959. Avec le soutien des organisations étatiques locales (Conseils de peuple), les organisations sociales et les ONG, le gouvernement a autorisé les populations à utiliser gratuitement les lots de terre vacants appartenant à l'Etat pour cultiver. Ils ont soutenu les agriculteurs en milieu urbain en leur procurant une aide technique et en leur fournissant des semences, des outils de base et des arrosoirs. Ceux qui ont formé des coopératives (Unités de base de production en coopératives) ont pu recevoir des crédits et écouler leurs ventes. Une partie du Parc Métropolitain de la Havane a aussi été consacrée à l'agriculture urbaine. Depuis 2003, 12% de la superficie de la Havane a été utilisée à des fins agricoles. Les agriculteurs ont des revenus plus élevés, dans certains cas supérieurs au salaire urbain moyen. De plus, la ville a pu davantage recycler ses déchets organiques de même qu'elle a réduit le nombre de petites décharges urbaines. L'agriculture urbaine a aussi contribué au reverdissement de la ville. Même si des problèmes techniques restent encore à résoudre tels que l'irrigation et la pollution automobile, le projet a été capable d'approvisionner les habitants de la ville avec des légumes frais et des herbes médicinales produits localement et avec des coûts de transport minimaux. Globalement, cela a rendu la Havane plus vivable (Cruz et Medina, 2003).



En résolvant ces problèmes, l'agriculture urbaine pourra contribuer au bien-être environnemental, économique et nutritionnel des villes (Aragrande et Argenti, 2001; Argenti, François et Mouawad, 2003; Binns et Lynch, 1998).

Approvisionnement et distribution des aliments: les possibilités de progrès

L'approvisionnement et la distribution alimentaires impliquent d'autres étapes comme le rassemblement des produits, la manipulation, la transformation, l'emballage, le transport, le stockage, la vente en gros et au détail. Une mauvaise organisation ou une certaine inefficacité dans ces domaines peut faire augmenter les prix et même conduire à une pénurie alimentaire. En particulier dans les pays qui ont entrepris un ajustement structurel, le rôle du secteur public s'est fortement réduit et consiste avant tout à offrir des infrastructures comme les routes, les structures de stockage et les marchés publics; à établir des règles et réglementations des marchés et à contrôler la qualité des aliments. Dans de nombreux pays, les marchés de gros sont publics et encore souvent trop vieux ou trop petits pour répondre à une demande en expansion (Aragrande et Argenti, 2001; Diouf, 1999). Notons que les opérateurs du secteur informel obtiennent parfois des matières premières par le biais d'un circuit non commercial. En effet, par exemple, en Afrique, certains vendeurs d'aliments du secteur informel urbain échangent des produits transformés contre des produits agricoles non transformés avec des parents à

la campagne. Alors que cela constitue juste une faible proportion de la distribution alimentaire, cela peut représenter plus de 7 pour cent des aliments livrés dans les villes africaines (Egounlety, 1997: 23).

Même si le secteur du transport informel a été très peu étudié, il constitue une partie importante de l'approvisionnement et de la distribution alimentaire dans toutes les villes du monde (Tableau 4). Une étude du transport informel des aliments par Wilhelm en Afrique (FAO, 1997c), a montré que la majorité des aliments, même lorsqu'ils sont commercialisés dans le secteur formel, sont transportés dans les villes par le biais de moyens de transport informels. Les transporteurs informels utilisent de nombreux modes de transport dont font partie les véhicules non motorisés (bicyclettes, chariots manuels, pousse-pousses et charrettes tractées par des animaux). Ils peuvent aussi souvent parcourir de petites distances à pied. Différentes formes de taxis motorisés et de transport public sont aussi utilisées pour apporter les marchandises sur les marchés. En raison de l'augmentation des coûts de l'essence au niveau mondial, les formes de transport non motorisées ne risquent pas de disparaître et devraient être encouragées. Dans de nombreux endroits, les autorités voient cependant le transport informel comme un vestige du passé et n'accordent pas assez d'attention à ce secteur (Wilhelm, 1997). Etant le domaine le moins exploré par la recherche sur le SAI, d'autres études de cas spécifiques doivent être réalisées.

Considérations sur les implications économiques et leurs significations

La production, la distribution et la revente alimentaires informelles constituent des activités importantes productrices des revenus aux pays en développement. Pourtant, on se demande parfois si elles constituent davantage un symptôme de pauvreté qu'elles représentent une solution au problème. Malheureusement, nous disposons de peu d'éléments statistiques sur l'impact du secteur sur la réduction de la pauvreté et les études dans ce domaine débutent à peine. Néanmoins, un examen du secteur réalisé par la Banque mondiale en 2000 (Charmes, 2000) montre qu'en Afrique, où la pauvreté est la plus profondément enracinée, les revenus du secteur informel ne sont pas aussi faibles qu'on aurait pu le penser et ils se sont maintenus à des niveaux relativement stables malgré des années d'ajustement structurel difficiles et de faillite économique. En conclusion, lorsque l'on observe des seuils de pauvreté (plutôt que le seuil de pauvreté de 1 dollar EU) des pays en Amérique latine et en Afrique subsaharienne, il semble que – avec quelques exceptions – plus le secteur informel prévaut, moins est répandue la pauvreté. Davantage de recherche au niveau économique dans ce domaine est absolument nécessaire, alors que les études actuelles cherchent à savoir comment le SAI peut atteindre ses objectifs sociaux.

Tableau 4 ~ Estimation de la croissance de la circulation en 2012 due au transport des aliments dans différentes villes du monde

Villes	Cargaison de 10 tonnes
Abidjan, Côte d'Ivoire	124 600
Lagos, Nigéria	500 000
Mumbai, Inde	313 400
Téhéran, Iran	147 900
Maracaibo, Venezuela	27 600
Santiago de los Caballeros, Répub. dominicaine	13 100

Source: Argenti, 2000. Données sur la consommation alimentaire. Année de base 2000





Dans les pays aux cultures ancestrales comme celles d'Afrique, Asie et Amérique latine, les aliments sont préparés sur la base de connaissances locales qui datent de milliers d'années et qui continuent et continueront à fournir la base de la production de ces aliments. Le problème est qu'en introduisant de nouveaux aliments et en abandonnant les aliments et les processus de préparation traditionnels, cela altère leur niveau nutritionnel de même que les conditions sanitaires. Les nouvelles sources nutritionnelles (produits et processus de production) doivent être réglementées localement sans se référer à des paramètres extérieurs, à exception des exportations agricoles.

Sánchez Narvaez, cité dans Macchi, 2006: 5.